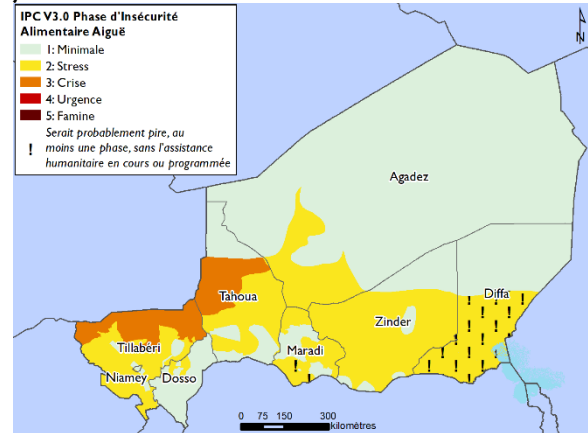


Des hausses significatives des prix des produits de consommation qui limitent l'accès alimentaire.

MESSAGES CLÉS

- Les marchés sont approvisionnés en denrées alimentaires de base mais à une intensité inférieure à la normale. La hausse des prix sur les principaux marchés, observée depuis octobre 2020 persiste à un niveau actuellement supérieur à la moyenne saisonnière et pourrait continuer avec une plus grande ampleur dans le pic de la période de soudure.
- Les semis sont réalisés dans 26 pour cent des villages agricoles et agropastoraux du pays au 20 juin 2021 contre une moyenne de 64 pour cent des villages. Toutefois, les productions anticipées à partir d'octobre seront moyennes à la faveur d'une cumul pluviométrique moyenne à au-dessus de la moyenne.
- La zone pastorale est dans le pic de la période de soudure mais les anomalies observées actuellement sont globalement comparables à celles d'une situation normale. Toutefois des situations atypiques sont observées dans les zones pastorales affectées par l'insécurité, il s'agit notamment de la réduction de la mobilité des troupeaux, la forte concentration dans les parties sécurisées et les vols d'animaux.
- L'insécurité continue d'entraver le fonctionnement typique des moyens d'existence et des marchés et provoquent une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les zones de Tillabéri et Nord Tahoua où l'espace humanitaire est réduit suite aux mesures sécuritaires et aux menaces d'attaques terroristes. L'insécurité alimentaire de Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) persistera à Diffa et Maradi grâce à l'assistance alimentaire qui sera fourni pendant toute la période de projection.

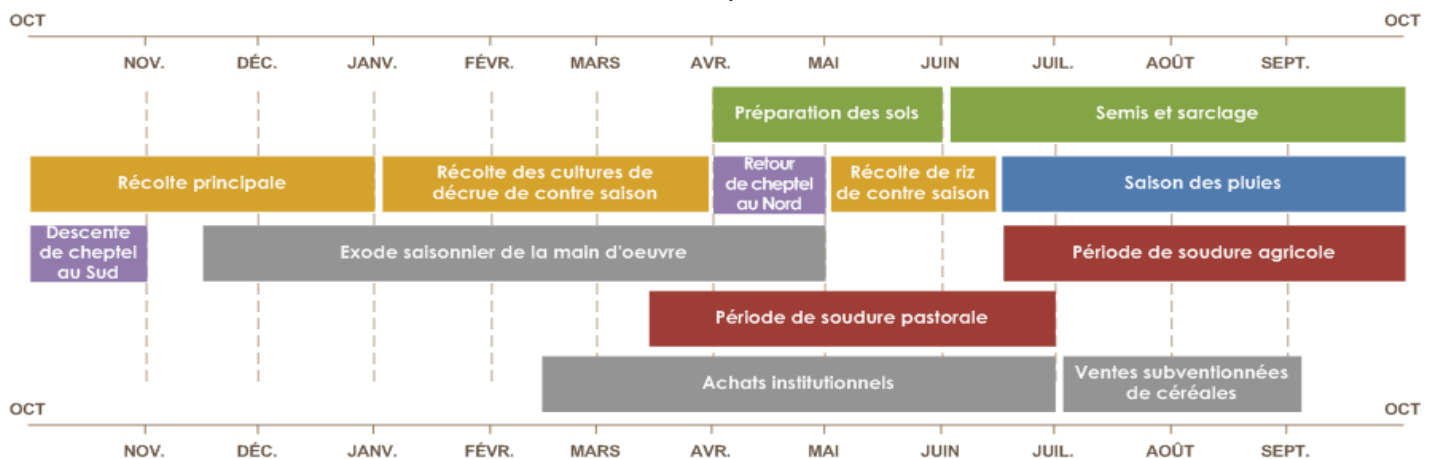
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, juin 2022



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

La situation sécuritaire dans l’ouest du pays continue de se détériorer par rapport à l’année précédente. L’État Islamique du Grand Sahara (ISGS) continue de mener des attaques meurtrières persistantes contre les populations civiles le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso, et en particulier dans les départements de Banibangou, Ouallam, Tillia. Alors que le nombre d’attaques de l’ISGS reste au même niveau que ceux enregistrés en 2020, le nombre de civils tués dans les régions de Tillabéri et Tahoua au cours des cinq premiers mois de 2021 représente déjà 75 pour cent de ceux enregistrés sur les 12 douze mois de 2020.

Les attaques continuent contre les populations civiles et le pillage et le vol des actifs productifs des ménages dans la région de Tillabéri ont entraîné une augmentation du nombre de déplacements internes. Cela a été le cas notamment à Anzourou (Tillabéri) où une seule attaque contre la population civile, a déplacé au moins 11 000 personnes le 15 mai 2021. Ces populations ont regagné leurs villages sous escorte militaire après des opérations militaires de sécurisation de leurs zones mais elles se trouvent dans une situation marquée par la perturbation de leurs moyens d’existence.

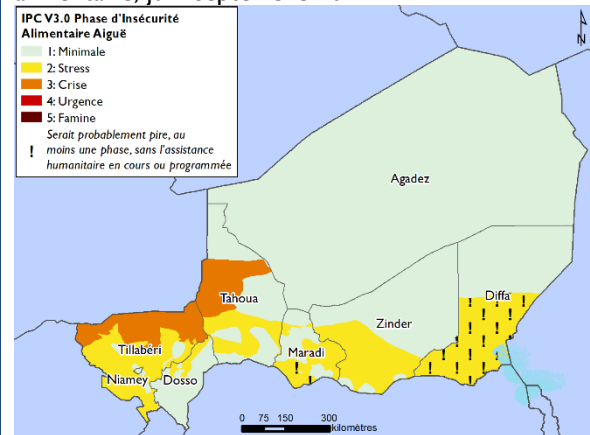
L’analyse de la situation selon les cas du COVID-19 montre une baisse des cas et la fin de la nouvelle vague de transmission de la maladie des mois de janvier, février/mars 2021. Les campagnes de vaccination en cours dans le pays même si le taux de couverture reste encore faible, le maintien des mesures sociales et sanitaires et l’obligation de test des voyageurs au départ et à l’arrivée à l’aéroport continuent de maintenir l’évolution à la baisse, mais les risques d’une nouvelle vague sont aux autres variants du virus observé actuellement en Inde. A partir du 17 juin, le gouvernement a réouvert ces frontières terrestres au vu de la tendance à la baisse des cas positifs de COVID 19. Au même moment, les campagnes de vaccination de masse continuent et le nombre de personnes vaccinées est environ 250,000 personnes, soit 1 pour cent de la population totale.

Le début de la saison agricole d’hivernage est comparable à l’année dernière. Les premières pluies ont permis d’effectuer des semis partiels dans plusieurs zones agricoles du pays. Sur les 13 068 villages agricoles suivis par la direction des statistiques, 26 pour cent ont effectué les semis de mil au 20 juin 2021 contre 61 pour cent en 2020 et 64 pour cent en moyenne à la même période. Le taux de réalisation des semis est certes faible en comparaison avec la moyenne mais la période normale des semis jusqu’en fin juin pour certaines zones et mi-juillet pour d’autres zones laisse le temps de réaliser un niveau de semis normal dans la saison.

Les disponibilités céréalieres sont moyennes à la faveur de productions agricoles en hivernage estimées moyennes, des stocks comparables à la moyenne et une production agricole en saison sèche jugée moyenne pour le riz local et les cultures maraichères. Dans le pays, les disponibilités sont aussi moyennes grâce aux stocks privés des commerçants et publics du gouvernement.

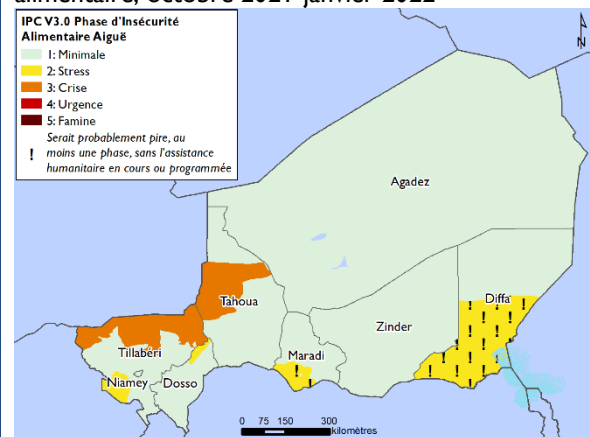
Selon les [données du système de surveillance pastorale de ACF](#), en avril/mai 2021, la situation est favorable en termes de

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin-septembre 2021



Source: FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2021-janvier 2022



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l’insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l’insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

disponibilité de végétation (disponibilité pâturage) sur quasiment l'ensemble des zones pastorales suivies de Tillabéry, Tahoua, Zinder, Maradi et Diffa où le stock de pâturage est moyen ou supérieur à la normale calculée sur la période 2000-2021. Toutefois, le stock de pâturage est jugé inférieur à la normale 2000-2021 dans la zone centrale de Maradi, centre Ouest Zinder et sur le sud de Diffa à cause de la présence des animaux des zones insécures et ceux du Nord Nigéria.

La concentration des animaux est jugée moyenne avec toutefois, de fortes concentrations signalées dans les parties sécurisées des zones de conflit de Diffa, Tahoua et Tillabéry où il a été noté des arrivées précoces d'animaux en provenance des zones frontalières du Mali et du Burkina Faso suite aux attaques qui ciblent de plus en plus les civiles et leurs biens.

Les marchés à bétail sont bien animés avec des offres se situant au-dessus de la moyenne. La demande quant à elle, est diminuée de celle destinée à l'exportation suite aux difficultés des flux transfrontaliers consécutifs à l'insécurité. Les prix des petits ruminants sont moyens avec la hausse de la demande saisonnière pour les besoins d'embouche en perspective de la fête de Tabaski en juillet 2021. Toutefois, les prix des gros ruminants sont inférieurs à la moyenne à cause de la baisse de la demande à l'exportation qui affecte plus le gros bétail.

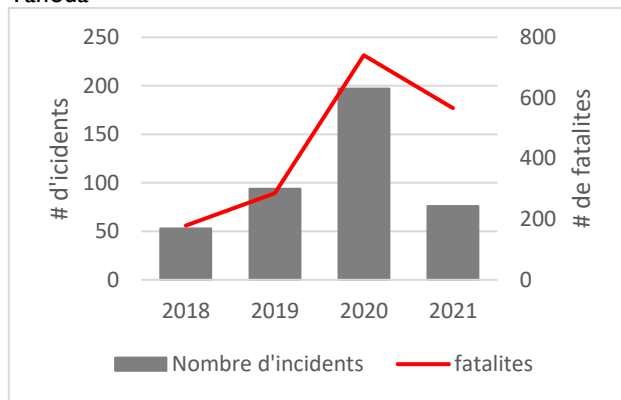
L'état d'embonpoint des animaux est jugé moyen à bon au cours de cette période d'Avril à Mai 2021 avec une situation sanitaire du bétail globalement calme, même si quelques cas de suspicion de maladies pasteurellose et clavelée ont été signalés et pris en charge par les services étatiques de l'élevage.

Globalement, le fonctionnement des marchés se caractérise par une offre inférieure à celle de l'année passée et à la moyenne. Cela est dû à la faiblesse des flux du Nigeria consécutive à la dépréciation du naira et la baisse estimée de la production causée par les baisses des superficies suite aux inondations et l'insécurité dans le Nord Nigeria. La demande dans sa composante consommation est stable à la faveur de la production nationale estimée globalement moyenne. Toutefois la demande institutionnelle est supérieure à la moyenne à cause d'un plus grand besoin de reconstitution des stocks et des achats institutionnels plus importants.

Les prix sont à des niveaux plus élevés que la moyenne saisonnière à cause de l'offre inférieure à la moyenne, des flux perturbés par les baisses de productions dans certains pays d'importation, des conflits et des restrictions au niveau des frontières. Ces prix élevés sont aussi le résultat des coûts élevés d'importation sur le marché international et sur les marchés sous-régionaux du Bénin, Burkina Faso et Mali. Le prix de la principale céréale au niveau des marchés des principales zones de production est en hausse de 20 à 46 pour cent comparée à la moyenne quinquennale. Ces niveaux de prix limitent un accès des ménages pauvres aux aliments, notamment ceux qui augurent des revenus moyennes qui ne peuvent compenser la hausse des prix. Cependant, les termes de l'échange chèvre/céréales restent favorables aux ménages pauvres pastoraux, qui ont 5 à 8 petits ruminants en moyenne, leurs permettant d'accéder aux achats typiques sur le marché.

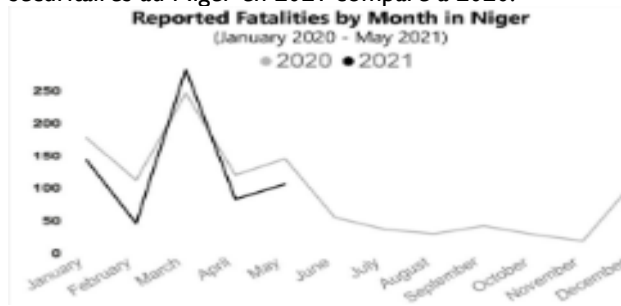
La situation nutritionnelle au Niger reste préoccupante avec la conjugaison de facteurs défavorables comme les conflits et la violence armée ayant entraîné des déplacements massifs des populations limitant considérablement l'accès pour ces derniers aux services sociaux de base y compris les programmes de nutrition et à l'assistance humanitaire. Selon les résultats de l'enquête nationale de nutrition selon la méthode SMART, en octobre 2020, la prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale (MAG) est de 12,7 pour cent. Cette prévalence est au-dessus du seuil élevé de 10 pour cent fixé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en matière de santé publique. Quant à la prévalence de la malnutrition aigüe sévère, elle est de 2,6 pour cent dépassant le seuil critique de 2 pour cent de l'OMS. La MAG affecte plus les garçons (15,1 pour cent) que les filles (10,4 pour cent) de même elle touche plus les enfants de 6 à 23 mois (18,9 pour cent) que ceux de 24 à 59 mois (9,1 pour cent). Au niveau régional, la prévalence de la MAG varie de 9,0 pour cent à Dosso et Tillabéri à 19,3 pour cent à Diffa. Les prévalences

Figure 1: Evolution du nombre des incidents sécuritaires et des victimes civiles dans les régions de Tillabery et Tahoua



Source : ACLED

Figure 2: Evolution du nombre de victimes des incidents sécuritaires au Niger en 2021 comparé à 2020.



Source : HCR

les plus élevées ont été enregistrés à Diffa (19,3 pour cent), Zinder (14,9 pour cent) et Agadez (14,8 pour cent).

L'analyse de l'état de la réponse humanitaire apportée en janvier-mars 2021 indique que sur 1 300 000 personnes ciblées dans le pays, 600 000 personnes sont atteintes, représentant 47 pour cent des personnes ciblées. L'assistance cible notamment les personnes déplacées internes et les réfugiés.

Résultats de la sécuritaire alimentaire : La plupart des ménages pauvres dans le pays font face à une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC). Toutefois, les ménages pauvres dans les zones agricoles et agropastorales du pays font face à une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) du fait de l'épuisement des stocks et le faible pouvoir d'achat de céréales dont les prix, significativement en hausse, ont réduit l'accès alimentaire. Les effets du COVID-19 se sont aussi traduits par une baisse des opportunités d'emploi pour les migrants dans les centres urbains du pays et dans les pays limitrophes où les débuts de récession économique n'ont pas permis de gagner de revenus comme d'habitude et du coup certaines dépenses surtout celles non alimentaires seront diminuées notamment avec les dépenses devenues plus importantes pour les ménages.

Dans les zones pastorales, au pic de la soudure pastorale en juin, la dégradation saisonnière de l'embonpoint des animaux et la baisse d'accès aux produits laitiers affectent négativement les revenus des ménages pauvres dans la zone, en dépit des prix globalement moyennes. Ces ménages se retrouvent dans une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

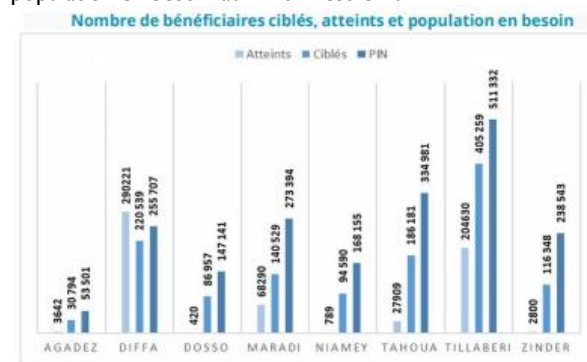
La situation alimentaire dans les zones d'insécurité est en Stress ! (Phase 2 ! IPC) dans les régions de Diffa et de Maradi à la faveur d'une bonne couverture des besoins par les assistances alimentaires. Cependant la situation est plus critique dans le Nord des régions de Tillabery et Tahoua où l'insécurité alimentaire en Crise (Phase 3 IPC) à cause des déficits alimentaires et de protection qui ne sont pas atténués par l'assistance humanitaire qui couvre une faible proportion des ménages dans le besoin suite aux difficultés d'accès humanitaires provoquées par les conflits et l'insécurité.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de juin 2021 à janvier 2022 se base sur des suppositions fondamentales, par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont:

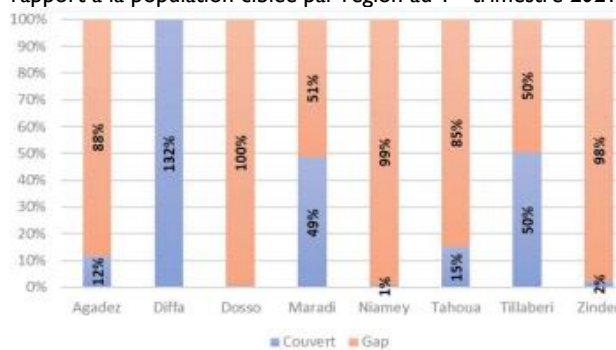
- **Perspectives sur la situation sécuritaire :** La situation sécuritaire prévalant actuellement dans les régions de Tillabery, Tahoua, et Diffa va persister avec toutefois une accalmie en juillet-août-septembre du fait de l'impraticabilité des routes en saison de pluies, entravant ainsi les mouvements des milices armées et par conséquent une baisse des attaques. A partir d'octobre 2021, les attaques vont reprendre au même rythme que celui observé au cours des mois de janvier, février et mars 2021 et se poursuivre jusqu'en Décembre 2021/janvier 2022 suite au retrait des eaux de surfaces qui améliorera la praticabilité des voies.
- **Les perspectives sur la situation relative au COVID 19 :** Les cas de COVID-19 qui seront confirmés vont continuer d'évoluer à la baisse mais les risques d'une nouvelle vague sont aux autres variants du virus, tel que le variant Delta. Ainsi, les effets attendus sur les moyens d'existence des ménages et sur les opportunités économiques du pays seront faibles par rapport à la situation observée l'année passée à la même période. Malgré cette régression de la maladie jugée par la diminution des cases confirmés dans tout le pays y compris en milieu urbain, les effets rétroactifs sont encore observés sur les sources de revenus de certaines catégories de ménages. Toutefois, à la faveur de la réouverture des frontières terrestres du Niger, les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de

Figure 3 : Nombre de bénéficiaires ciblés, atteints et population en besoin au 1^{er} trimestre 2021



Source : Gov/FSC/Partenaires

Figure 4 : Niveau de couverture des besoins et de gap par rapport à la population ciblée par région au 1^{er} trimestre 2021



Source : Gov/FSC/partenaire

la restauration durement affectés par cette fermeture des frontières, vont reprendre et créer des opportunités d'emplois et de revenus pour les travailleurs migrants et pour les catégories pauvres des ménages urbains.

- **Prévisions pluviométriques :** Sur la base des prévisions saisonnières agro hydro-climatiques pour les pays de la zone soudano sahélienne d'avril 2021, élaborées par les centres climatiques régionaux (AGRHYMET, ACMAD), la saison des pluies 2021 serait globalement humide avec des quantités de pluies équivalentes à supérieures aux moyennes saisonnières de la période 1981-2010 sur le Sahel Centre et Est dont le Niger, un démarrage précoce à normal, une fin tardive à normale, des séquences sèches à tendance plus longues en début de saison et moyennes vers la fin, et des écoulements globalement moyens à supérieurs.
Les séquences sèches longues en début de saison pourraient retarder l'installation des cultures et de la biomasse fourragère. Ces déficits hydriques pourraient aussi engendrer des pertes de semis, perturber les cycles de croissance des cultures et favoriser le développement d'insectes ravageurs des cultures, retarder la remontée des transhumants vers le Nord, prolonger la période de soudure pour les animaux et provoquer des conflits entre éleveurs et agriculteurs.
Les inondations prévisibles seront associées à des maladies liées à l'eau qui vont avoir des incidences sur la situation nutritionnelle des enfants.
- **Perspectives des inondations :** En effet, avec ces cumuls de pluies estimés globalement supérieurs à la moyenne attendue sur la bande sahélienne et des écoulements moyens à excédentaires prévus dans la plupart des bassins fluviaux, les risques d'inondations sont élevés avec ses conséquences sur les cultures pluviales, les animaux et les biens matériels des populations dans tout le pays et particulièrement dans les régions de Tillabery, Niamey, Dosso, Diffa.
- **Perspectives des invasions acridiennes :** Malgré cette situation globalement humide attendue pour la saison des pluies 2021, selon le bulletin de la FAO sur le criquet pèlerin, il n'est pas attendu une incursion de criquets venant d'ailleurs. Des adultes isolés signalés, pourrait y voir un développement local mais pas dans des proportions à nuire significativement aux cultures.
- **Perspectives sur les impacts de la dépréciation du naira :** La dépréciation continue du Naira par rapport au F/CFA va soutenir le transfert des denrées de base comme le mil et le sorgho en provenance du Nigéria et renforcer leur disponibilité sur les marchés locaux du Niger sur toute la période de projection. Toutefois, les disponibilités seront inférieures à la moyenne en cas d'une éventuelle baisse successive de la production agricole au Nigéria. Par ailleurs, les échanges du bétail et des cultures de rente du Niger vers le Nigeria pourraient bénéficier de la levée de la fermeture de la frontière du Nigeria mais la dépréciation du naira pourrait amoindrir l'incitation des commerçants importateurs et exportateurs d'investir dans ces échanges dont les volumes pourraient se situer à des niveaux inférieurs à la moyenne de la période.
- **Perspectives pour la production agricole et des cultures de rente :** Avec ces indicateurs de suivi de la saison agricole qui indiquent des probabilités d'un déroulement normal de la saison agricole et pastorale, il y a des perspectives de bonnes à moyennes production agricole et pastorale ainsi que des cultures de rente sauf dans les zones affectées par l'insécurité où des baisses seront observées. Toutefois, les anomalies prévues pourraient se traduire par des impacts négatifs sur la production agricole et les moyens d'existence des populations.
- **Situation pastorale et perspectives sur la transhumance et de l'embonpoint du bétail :** La situation pastorale s'améliorera à partir de juillet avec la régénération des pâturages, permettant de maintenir l'embonpoint des animaux et la disponibilité laitière à un niveau moyen. . La situation sanitaire du bétail restera globalement calme avec quelques cas de maladies comme la pasteurellose et la clavelée signalés au niveau de certains sites sentinelles.
Cependant, ces conditions favorables pourraient se dégrader suite aux effets conjugués des inondations et de la persistance de l'insécurité au Nord des régions de Tillabéry et Tahoua ainsi que dans la région de Diffa où les vols de bétail et les attaques des milices armés continuent de perturber la transhumance et l'accès aux ressources en pâturages et en eaux pour les animaux. Les tracasseries routières et le paiement des faux frais par les éleveurs aux frontières vont aussi constituer aussi un facteur limitant la transhumance transfrontalière du bétail à partir de décembre 2021. En outre, cette situation va se greffer à celle liée à l'insécurité pour créer des espaces de pâturage réduits pour les animaux.
- **Perspectives de la main d'œuvre :** *Main d'œuvre agricole :* Les travaux agricoles vont concerner les cultures sous pluies à partir de juin jusqu'en septembre pour les travaux de labour et d'entretien et seront suivis par les travaux de récoltes

à partir d'octobre jusqu'en janvier 2022. Compte tenu des prévisions de début normal de la saison des pluies, on s'attend à une offre supérieure à la moyenne suite à une offre additionnelle provenant des petits commerçants et les migrants dont les activités sont perturbées par les effets du COVID 19. La demande va rester moyenne mais les prix payés seront inférieurs à la moyenne à cause d'une offre plus importante que la moyenne.

Revenus urbains : Suite à la réouverture des frontières terrestres du Niger, il y a certes le maintien des mesures sanitaires contre le COVID 19, il y'aura une normalisation de la demande et des prix du travail occasionnel dans les unités hôtelières et de tourisme avec la reprise de la fréquentation des touristiques et autres visiteurs qui seront juste astreints au respect des mesures en vigueur contre le COVID 19.

Revenus de la migration : La migration interne et transfrontalière pourrait avoir lieu en octobre/novembre 2021 comme d'habitude et le nombre de migrants et les revenus qui seront gagnés seront au-dessus de ceux de l'année passée mais inférieurs à la moyenne quinquennale à cause des effets rétroactifs des mesures sur les mouvements en lien avec le COVID 19 et de la modification des destinations consécutive à l'insécurité dans certains pays d'accueil.

Revenus de l'auto-emploi : Les opportunités d'auto-emploi locales telles que la vente de paille, de bois et de produits artisanaux seront exploitées pour générer des revenus permettant l'achat des produits de première nécessité et satisfaire les besoins vitaux. Toutefois, l'élargissement géographique des attaques terroristes pourraient limiter l'accès à ces produits forestiers et artisanaux et diminuer les quantités vendues par les ménages situés dans les zones d'insécurité.

- **Offre sur le marché** : L'offre de céréales va continuer d'évoluer à la baisse par rapport à l'année passée et à la moyenne à cause de la faiblesse des flux du Nigeria. Les couts élevés d'importation sur le marché international et sur les marchés sous-régionaux du Bénin, Burkina Faso et Mali consécutifs aux mesures restrictives liées au COVID-19 et une baisse consécutive de la production au Nigéria, pourraient conduire à une diminution de l'offre qui sera surtout réduite dans les zones soumises aux conflits et à l'insécurité des régions de Diffa, Tillabery et Tahoua.
- **Demande sur le marché** : La demande institutionnelle atypique qui va continuer jusqu'en fin juin avant d'évoluer à la normale à partir de juillet jusqu'en janvier 2022. Pour la demande locale, elle va rester moyenne malgré la fin des stocks mais à cause des prix qui resteront très élevés jusqu'en janvier 2022.
- **Flux de produits alimentaires** : Les flux internes vont se maintenir normalement durant toute la période du scénario grâce aux récoltes moyennes et aux nouvelles récoltes prévues à partir d'octobre 2021. A partir de juin jusqu'en septembre 2021, les flux transfrontaliers en provenance du marché régional des pays comme le Benin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali se sont intensifiés et vont contribuer à approvisionner les marchés locaux du Niger. Toutefois, avec la fermeture des frontières liée au COVID-19 et les conflits dans le bassin du Lac Tchad et dans la région du Liptako-Gourma, les flux vont rester perturbés, et les délais vont devenir plus longs et les couts de transactions plus élevés que la moyenne.
- **Prix des produits alimentaires** : Les prix vont rester plus élevés jusqu'en septembre 2021 avant d'évoluer à la baisse selon la tendance saisonnière normale à partir d'octobre 2021 jusqu'en janvier 2022 tout en restant à des niveaux au-dessus de la moyenne à cause de l'offre inférieure à la moyenne, des flux perturbés par les baisses de productions dans certains pays d'importation, des conflits et des restrictions au niveau des frontières.
- **Prix du bétail** : A partir de juin 2021, les prix des petits ruminants pourraient connaître une hausse par rapport à la moyenne quinquennale grâce à la forte demande locale et à partir d'octobre jusqu'en décembre 2021 et janvier 2022, les prix vont rester hauts selon la tendance saisonnière suite à l'exportation dans les pays côtiers pour supporter les fêtes de Noël et de fin d'année en décembre.
- **Perspectives sur les interventions humanitaires** : Les interventions humanitaires par l'Etat et ses partenaires sont en cours et vont devenir très importantes en juin-juillet jusqu'en septembre pour des réponses à la soudure qui sera caractérisée par des sinistres causés par les inondations et les conflits. Ces assistances alimentaires ont été planifiées dans le cadre d'un plan global de soutien aux populations vulnérables ciblées pour recevoir des interventions sous plusieurs modalités dont les opérations d'assistance en vivres en raison de 100 kg de céréales et 10 kg de légumineuses

ou en cash, soit l'équivalent des montants distribués en nature. Ces distributions seront fournies par ménage et par mois au profit de 1 623 000 personnes dont celles sinistrées des inondations, celles affectées par la hausse des prix des produits, celles affectées par les effets du COVID 19 et celles des zones affectées par les conflits.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La situation alimentaire va évoluer à un niveau d'insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 IPC) en juin-septembre 2021 pour la majorité des groupes des ménages pauvres des zones agricoles et agropastorales qui, en plus de l'épuisement des stocks, feront face à des prix élevés des produits et un déclin du pouvoir d'achat qui vont même provoquer des déficits alimentaires chez des portions de ces groupes, malgré les assistances alimentaires qui seront distribuées dans les zones agricoles et agropastorales où elles ne pourront pas atteindre 20 pourcent des ménages.

La situation nutritionnelle se dégradera davantage pendant la période de soudure (juin, juillet, août) en raison des difficultés d'accès à une alimentation suffisante pour les ménages pauvres. De plus, les inondations et les eaux stagnantes liées aux précipitations qui sont observées habituellement pendant cette période constituent des nids pour la prolifération des germes pathogènes et exposeront davantage les enfants à une crise sanitaire liées au paludisme, à la diarrhée, au choléra...etc., et pourraient avoir un impact négatif sur l'état nutritionnel de ces derniers. Aussi, les groupes spécifiques comme les enfants de moins de 5 ans vont vivre une situation de « Crise » nutritionnelle avec des taux de prévalence élevés du fait des facteurs alimentaires telles que des déficits alimentaires dans certains groupes de ménages, facteurs sanitaires défavorables (insuffisances des activités de prévention et de prise en charge, accès limité aux services sanitaires) et mauvaises conditions d'hygiènes.

Dans la plupart du pays, l'augmentation de disponibilité céréalière avec les récoltes à partir d'octobre et la baisse saisonnière des prix, qui vont toutefois rester au-dessus de la moyenne, vont améliorer l'accès aux aliments des ménages pauvres. Une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) va prévaloir jusqu'en janvier.

Dans la zone pastorale, une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) sera observée jusqu'en mi-juillet 2021 suite aux difficultés d'accès aux pâturages dans la zone Nord où la saison s'installe normalement en juillet/août. Cette situation va évoluer en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC) à partir de juillet jusqu'en janvier 2022 grâce aux améliorations et au renforcement des conditions pastorales locales. Toutefois, les difficultés saisonnières vont prévaloir et s'aggraver avec les conditions de mobilité réduites dans les zones d'insécurité de juin-septembre 2021 et d'octobre 2021 à janvier 2022 dans les zones soumises aux conflits et aux attaques terroristes et l'insécurité alimentaire va persister en Crise (Phase 3 IPC).

Les personnes déplacées et les ménages hôtes de toutes les zones dans les régions de Diffa, Tillabery, Tahoua et Maradi, où l'insécurité civile a perturbé les moyens d'existence et a conduit à un accès difficile aux aliments et à une dépense accrue aux aides humanitaires. L'insécurité alimentaire sera en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) dans les régions de Diffa et Maradi où le contexte sécuritaire permet un accès aux acteurs humanitaires et en Crise (Phase 3 de l'IPC) dans les parties nord des régions de Tillabery et Tahoua où la situation sera aggravée par l'accès limité des acteurs humanitaires.

Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Plus forte tension sécuritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction significative des flux des produits de consommation, de rente et d’animaux, • Diminution de la migration et des transferts • Réduction de l’espace humanitaire • Augmentation du nombre de personnes en Crise (Phase 3 de l’IPC) alimentaire.
	Recrudescence des cas COVID et reconduction des restrictions contre le COVID-19.	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse significative des revenus aussi bien dans les milieux ruraux qu’urbains conduisant à une insécurité alimentaire des ménages dépendant des activités informelles.
	Retard dans l’installation de la campagne agricole et déficit pluviométrique	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la production agricole et pastorale • Baisse des approvisionnements des marchés suite a une rétention des stocks par les spéculateurs • Hausse des prix des produits de consommation • Augmentation du nombre de zones et de ménages en insécurité alimentaire
	Invasion acridienne	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la production agricole de saison sèche • Réduction des fourrages verts des bords des cours d’eaux et dans les zones de bas-fonds • Baisse de la demande et des revenus de la main d’œuvre agricole

ZONES DE PREOCCUPATION

La zone agropastorale du département de Ayorou

Situation actuelle

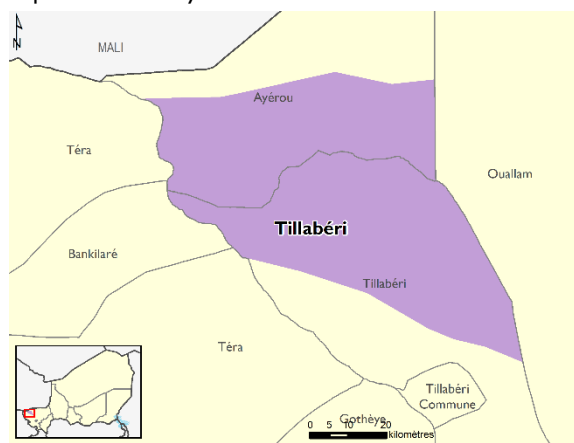
Le département d’Ayorou fait partie des douze départements sur les 13 que compte la région de Tillabéry qui sont affectés par l’insécurité. Depuis cinq ans, cette région est en proie à des attaques répétées de groupes armés non-étatiques opérant depuis le territoire malien. Ces groupes commettent des exactions de toutes sortes : extorsions de biens et d’argent, violence de toute sorte, enlèvements et assassinats ciblés de dignitaires. L’insécurité qui sévit dans la région de Tillabéry et plus particulièrement dans les zones frontalières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, engendre de nombreux déplacements forcés de la population. En 202 30 pour cent des personnes déplacées se trouvent dans la région de Tillabéry

De janvier à mai 2021, la région de Tillabéry totalise une population de 106 683 personnes déplacées contre respectivement 85 000 et 58 000 personnes déplacées internes en 2020 et 2019.

Les mesures gouvernementales de lutte contre cette insécurité comprennent entre autres la mise de la région sous état d’urgence, l’interdiction de circulation des motos qui limitent la migration économique des personnes, les flux des produits de consommation et les activités de moyens d’existence.

En outre, la présence des groupes armés tant dans les localités que dans les marchés et les aires de pâturage, empêchent la liberté des mouvements même pour s’approvisionner en produits de première nécessité. À cela s’ajoute l’inaccessibilité de

Figure 5. Carte de référence, la zone agropastorale du département de Ayorou



Source: FEWS NET

certaines localités aux acteurs humanitaires pour cause d'insécurité, malgré les besoins en assistance des populations concernées.

A l'instar des autres régions du pays, la région de Tillabéri est concernée par la pandémie du COVID-19 et même si l'incidence évolue à la baisse, les mesures de restrictions sur les frontières bloquent la migration des exodants de la zone vers les pays d'accueil et entravent les flux commerciaux avec les pays voisins.

Suite au déficit céréalier de la campagne 2020/21 de 40 pour cent, les stocks sont épuisés de 3 à 4 mois plus tôt que la moyenne. Les ménages pauvres de la zone sont dépendant du marché depuis mars 2021. Les préparatifs des champs pour la campagne agricole se poursuit avec les semis avec toutefois une réduction significative des superficies suite à l'abandon des champs dans les villages agricoles.

L'accès aux aliments est réduit pour la majorité des ménages suite à l'augmentation du prix de toutes les céréales. Les hausses observées varient de 10 à 30 pour cent pour le maïs, sorgho et mil par rapport à 2020 à la même période et se situent entre 10 et 15 pour cent par rapport à la moyenne. Le pouvoir d'achat de céréales diminue suite aux effets combinés de cette hausse des prix et de la réduction de 15 pour cent de la demande de la main d'œuvre agricole locale en raison de la baisse de superficies mises en valeur.

L'insécurité locale entrave aussi l'accès au marché pour les ménages pauvres de la zone pour la vente du charbon et le petit commerce. De plus, les contraintes sur le transport et l'activité économique réduite dans les centres urbains du Niger depuis les perturbations liées au COVID 19 limitent les revenus issus de l'exode.

Les résultats de l'Enquête Nationale de Nutrition avec la Méthodologie (SMART) de septembre à octobre 2020 donnent une MAG de 9 pour cent pour la région de Tillabéri, ce qui indique une situation sérieuse. Avec les problèmes d'accès aux centres de santé consécutif à la présence des milices armées et la fermeture de certains dans les zones d'insécurité civile et les effets combinés de la réduction de l'accès alimentaire des ménages, la situation nutritionnelle des enfants est devenue critique dans la région et principalement dans les zones affectées par les conflits et l'insécurité.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire

Selon une [évaluation](#) de la situation humanitaire dans la zone des 3 frontières de Tillabéri en mars/avril 2021 par REACH, Ayorou fait partie des localités évaluées où la majorité de la population (61-100 pour cent) n'a pas accès à suffisamment de la nourriture. Les stratégies alimentaires utilisées par la majorité de la population (54-78 pour cent) sont la consommation d'aliments moins chers et moins préférés, la réduction des quantités consommées pendant les repas et la consommation d'aliments sauvages.

Selon la même évaluation de REACH, 21-40 pour cent de la population de cette zone n'ont pas accès à leurs moyens d'existence habituels suite à l'interdiction des moyens de transport (motos), les difficultés d'accès au capital financier pour exercer des activités génératrices de revenus à cause de l'insécurité. Les activités habituelles de moyens d'existence que sont l'agriculture d'autoconsommation, le travail journalier et l'élevage de bétail sont moins pratiquées que l'agriculture de vente, le petit commerce et la vente de produits d'élevage suite aux attaques des groupes armés. Les ménages déplacés et ménages hôtes très pauvres font face à une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Suppositions

Outre les hypothèses mentionnées ci-dessus, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire entre juin 2021 et janvier 2022 dans cette zone se base sur les hypothèses suivantes :

- Les prix denrée de base vont rester au-dessus de la moyenne pendant toute la période. Pourtant ils vont évoluer à la baisse suite aux récoltes en octobre.
- Les récoltes en octobre vont être en dessous de la moyenne d'environ 15 pour cent en raison des superficies plus petites mises en valeur au début de la campagne.
- L'accès à la main d'œuvre agricole locale sera réduit en raison de la réduction des récoltes.
- Les stocks des ménages vont s'épuiser plus vite, à partir de janvier 2022.
- Une production pastorale globalement moyenne est anticipée, mais les ressources vont rester inaccessibles aux animaux à cause de l'insécurité qui va persister tout comme les mesures sécuritaires. Les marchés seront perturbés et seront marqués par un approvisionnement faible et même nul pour certains produits importés.

- L'insécurité va persister à un niveau au-dessus de celui de l'année. Toutefois, une accalmie relative sera observée pendant la saison des pluies jusqu'en octobre. Après ceci, une reprise des incidents sera observée au même niveau du premier semestre de l'année.
- L'assistance alimentaire sous forme de distribution gratuite de vivres, de cash et de non-vivres par le gouvernement du Niger et ses partenaires est planifiée et financée mais elle va bénéficier à moins de 20 pour cent de la population dans le besoin à cause de l'insécurité qui rend difficile l'accès à certaines zones de localisation des personnes résidents pauvres et populations déplacées.

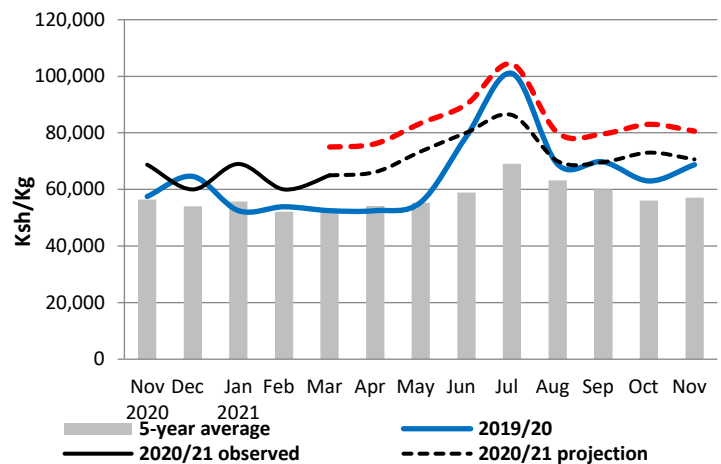
Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En juin-septembre 2021, la consommation alimentaire sera déficitaire à cause de l'épuisement précoce des stocks avec la soudure. Les ménages vont dépendre plutôt et plus

longtemps des marchés dans un contexte de prix élevés et de faible pouvoir d'achat et du faible accès à l'assistance humanitaire. Aussi, les problèmes sécuritaires et les mesures de lutte contre les attaques des groupes armés seront maintenus et vont significativement perturber l'accès aux moyens d'existence d'où l'adoption de nouvelles stratégies de moyens d'existence pendant toute la période du scénario.

En octobre 2021-Janvier 2022, la production en dessous de la moyenne anticipée à partir d'octobre. La disponibilité de feuilles vertes, des cultures précoces et de contre saison vont contribuer à améliorer légèrement la situation mais le déficit alimentaire va affecter la majorité des ménages. Les ventes des biens de production et d'autres actifs vont continuer et des départs massifs et précoces en migration vont s'opérer dans la plupart des ménages. Les ménages déplacés et les ménages hôtes pauvres de la zone, représentant 68 pour cent de la population totale, seront en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) pendant toute la période du scénario.

Figure 6: Prix observée et projetée du belier, Ayerou, Niger



Source: FEWS NET avec données de SIM-Bétail, Niger

Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Zones affectées par les conflits	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte réduction des attaques des groupes armés grâce à des négociations ou interventions musclées des nouvelles autorités politiques • Une installation tardive de la campagne agricole qui prolongerait la période soudure et impacterait négativement les prévisions • Allègement ou même levée des mesures restrictives liées au COVID 19 • Une perturbation significative des circuits et des flux commerciaux notamment d’approvisionnement des marchés locaux entraînant une augmentation significative des prix des produits de consommation ; • Une diminution significative plus que prévue du volume et de la régularité des assistances humanitaires et mauvaise répartition dans le temps ; • Une perturbation socio-politique dans les pays d’accueil qui engendrerait des transferts moins importants que prévus; • Un durcissement de restrictions de COVID-19 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la production en saison sèche • Dysfonctionnement/fermeture des marchés, • Faible approvisionnement des marchés • Baisse significative du pouvoir d’achat • Baisse des flux commerciaux • Baisse des revenus de la migration.

La zone de cultures de poivrons de la Komadougou du département de Diffa

Situation actuelle

La zone de moyens d’existence qui est la zone étudiée se caractérise par la production irriguée de poivron rouge, appelé « or rouge » du fait de sa haute valeur marchande, la production irriguée de riz et d’oignon et la culture pluviale de mil, sorgho et maïs. Le site occupe la rive nord de la rivière appelée “Komadougou” qui s’étale sur environ 160 kilomètres matérialisant la frontière extrême sud-est avec le Nigeria et se jette finalement dans le lac Tchad. Les marchés nigériens transfrontaliers qui ajoutent surtout à la valeur du poivron, qu’ils vendent sécher, bien qu’il se vende aussi à l’ouest dans le reste du Niger. Dans cette zone on y pratique aussi la culture de décroue. Le riz est la deuxième culture irriguée suivi par l’oignon et il y a aussi un peu de maraîchage (tomate, choux, gombo, piment et autres légumes). La pêche est une activité saisonnière mineure. L’élevage représente le deuxième secteur économique de cette zone ou on trouve généralement les gros ruminants (bovins) et les petits ruminants comme les caprins et un peu de ovins et de volaille. Les marchés des différents produits agropastoraux sont fortement influencés par ceux qui sont extérieurs à la zone, notamment les marchés transfrontaliers du Nigeria.

La filière de poivron rencontre cependant de plus en plus des difficultés notamment la baisse de la production de 59 et 37 pour cent ces dernières années respectivement par rapport à 2015 et à la moyenne du fait des attaques des ennemis de culture et des inondations qui ravagent la production, et de l’autre de la baisse des superficies emblavées et des exportations vers le Nigeria depuis le début du conflit dans le bassin du Lac Tchad. Les prix baissent selon la tendance saisonnière pendant les récoltes et augmentent progressivement avec l’épuisement des produits récoltés.

La persistance de l'insécurité civile et l'intensification des attaques des groupes armés non étatiques continuent de provoquer d'important mouvement des populations dans le bassin du lac Tchad. On dénombre en fin mai 2021 un total de 269 589 personnes déplacés dont 127 233 réfugiés nigériens, 35 659 retournés, 104 588 PDI.

En plus de l'insécurité, la pandémie de la COVID-19 avec un total de 84 cas positifs enregistrés dans la région a ralenti les activités de petit commerce, de vente de nourriture et de services de chargement et déchargement de marchandises dans les centres urbains et a contribué à diminuer les sources de revenus des ménages surtout des déplacés.

Les inondations 2020 qui ont touchées environ 516 251 personnes, ont eu des effets sur la production céréales et de poivron avec pour corollaire une baisse significative du pouvoir d'achat des produits de consommation.

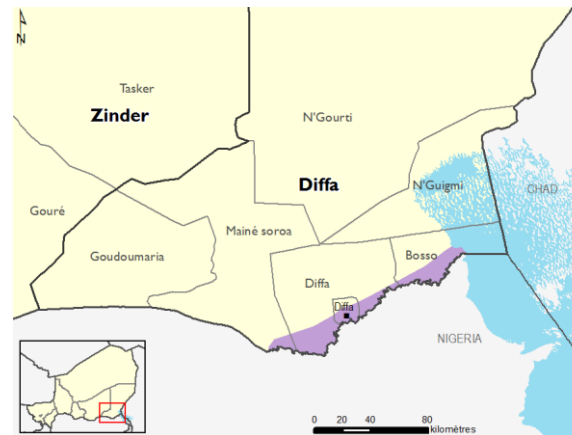
Suite à l'insécurité, la zone enregistre une baisse de 50 pour cent des superficies de poivron conduisant à une baisse d'environ 59 pour cent et 37 pour cent de la production par rapport respectivement à 2015 (année du début de la crise sécuritaire) et à la moyenne. Une production nette en céréales est estimée à 11 529 tonnes en 2020, soit une baisse de 81 pour cent rapport aux besoins de consommation humaine et 15 pour cent par rapport à la moyenne. Ce qui réduit significativement la disponibilité alimentaire.

La zone dépend à plus de 80 pour cent des importations du Nigéria pour l'approvisionnement des marchés et le Nigéria a enregistré une baisse de la production en 2020, avec comme conséquences une diminution significative de 50-60 pour cent des flux entrants et une augmentation des prix sur les marchés surtout avec l'effet combiné de l'insécurité. Toutefois, les flux internes en provenance des régions de Zinder et Maradi ne fonctionnent pas certes comme d'habitude mais arrivent à approvisionner les marchés de la zone en céréales et à suppléer le Nigéria avec toutefois des couts de transport plus élevés que la moyenne.

Les achats et les aides alimentaires constituent les sources principales d'accès à l'alimentation pour les ménages. La disponibilité des produits (mil, maïs et sorgho) demeure cependant acceptable sur les marchés mais les niveaux sont supérieurs à ceux de l'année passée de 4 à 8 pour cent et 17 à 21 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale. Toutefois, l'accessibilité reste difficile pour les ménages pauvres et très pauvre du fait de la diminution considérable de leur pouvoir d'achat consécutive à la baisse des revenus tirés de la vente des produits de rente notamment le poivron et l'oignon.

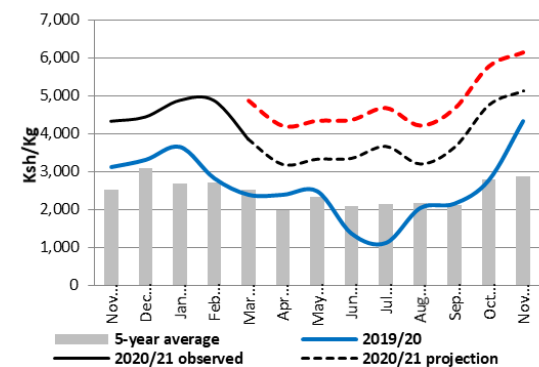
Les aides humanitaires contribuent significativement à l'accès aux aliments des ménages vulnérables. Les distributions gratuites de vivres, soit 100 kg de céréales ou 32 500 FCFA par mois et par ménage, ont été couplées à la farine fortifiée et les légumineuses à 70 000 personnes, soit 55 pour cent de la population totale, 45 000 F CFA par ménage en réponse aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19, un transfert unique de 100 000 à 150 000 F CFA par ménage victimes d'inondation et huit (8) mois de transfert de 15 000 F CFA par mois et par ménage victimes de sécheresse, permettent aux ménages, dans leur majorité, d'accéder à une nourriture suffisante pour couvrir les besoins de consommation alimentaire.

Figure 7. Carte de référence, la zone de cultures de poivrons de la Komadoukou du département de Diffa



Source: FEWS NET

Figure 8: Prix observée et projetée des poivrons rouge, Diffa, Niger



Source: FEWS NET Estimates based on data from SIM, Niger

Résultats actuels de la sécurité alimentaire

Les aides alimentaires tenant compte des besoins supplémentaires liées au COVID 19 assurent une alimentation adéquate sans usage d'une quelconque stratégie négative. Toutefois, pour faire face aux dépenses essentielles non alimentaires, les ménages procèdent à la vente d'une partie des aides reçues et donc de diminuer la ration journalière. La situation alimentaire qui prévaut dans cette zone est une insécurité alimentaire de Stress ! (Phase 2 ! IPC) avec une malnutrition des enfants de moins de 5 ans dont la prévalence est estimée à 9 pour cent.

Suppositions

Outre les hypothèses mentionnées ci-dessus, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire entre juin 2021 et janvier 2022 dans cette zone se base sur les hypothèses suivantes :

- La saison agropastorale va s'installer à la période normale avec une fin précoce à normale et la production céréalière pourrait atteindre un niveau moyen.
- La campagne de production de poivron sera normale dans son démarrage et son déroulement, toutefois la production restera significativement en dessous de la moyenne.
- La disponibilité du fourrage et d'eau d'approvisionnement sera assurée à partir de juillet et va améliorer l'état physique des animaux dont la production laitière va atteindre le niveau normal jusqu'en septembre 2021.
- L'insécurité civile va persister et occasionner des déplacements de populations et des limitations d'accès aux zones de poivron avec pour conséquences une diminution de moitié de la superficie emblavée et une baisse de 20-30 pour cent de la production totale comparée à 2015 début du conflit ;
- La demande de main d'œuvre pour les travaux d'entretien et de récoltes de poivron sera en baisse et va provoquer une diminution des revenus de plus de la moitié du montant moyen ;
- L'insécurité et la fermeture de la frontière du Nigeria vont persister et avec l'état d'urgence qui sera maintenue dans la zone les limitations vont fortement affecter l'accès aux moyens d'existence et aux marchés ;
- Les flux commerciaux de céréales et de poivron avec le Nigeria et de bétail avec la Libye et le Nigeria seront à un niveau inférieur à la moyenne à cause de l'insécurité et de la fermeture de la frontière avec le Nigeria, ce qui va induire un faible approvisionnement et des achats pour l'exportation des animaux et des produits de rente ;
- La zone va faire face à des inondations en juillet/aout 2021 avec des pertes de cultures de poivron et de riz qui vont accentuer les vulnérabilités des populations ;
- La migration et les transferts vont diminuer à la suite des problèmes sécuritaires dans les pays d'accueil ;
- La faible fréquentation des centres de santé du fait de l'insécurité civile combiné à la prévalence des maladies notamment celles liées à l'eau dont le paludisme, la diarrhée et le choléra, on estime que les enfants de moins de 5 ans dans les sites de déplacés et dans les ménages pauvres résidents seront en situation de malnutrition aigüe durant la période du scénario.
- L'assistance alimentaire sera fournie à 70 pour cent personnes vulnérables au premier semestre 2021 et au moins 90 pour cent des cibles seront couverts en période projetée selon le cluster sécurité alimentaire régional de Diffa.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En juin-septembre 2021, les aides alimentaires et les achats vont permettre de couvrir les besoins alimentaires des ménages comme les aliments sauvages permettront de diversifier la consommation alimentaire. Le conflit et ses corollaires de vols et pillages de biens productifs ont conduit la majorité des ménages dépendant de la production de poivron dans les activités de moyens d'existence comme la pratique plus que d'habitude de culture de mil, sorgho et niébé, ils s'adonnent à des activités comme intermédiaires dans le commerce de céréales et du bétail, des employés pour des travaux domestiques. On va aussi assister à la pratique de certaines autres activités notamment la vente de bois et de fourrage et le travail des enfants.

En octobre-janvier, la consommation des ménages sera assurée par la production propre, les achats et les aides alimentaires dont les programmes de distribution sont élaborés et probables. Les besoins alimentaires seront couverts par ces aides.

Les ménages pauvres de la zone ne pourront pas satisfaire leurs besoins alimentaire et non-alimentaire sans recourir à des stratégies négatives et seront en insécurité alimentaire de Stress ! (Phase 2 ! IPC) pendant toute la période du scénario.

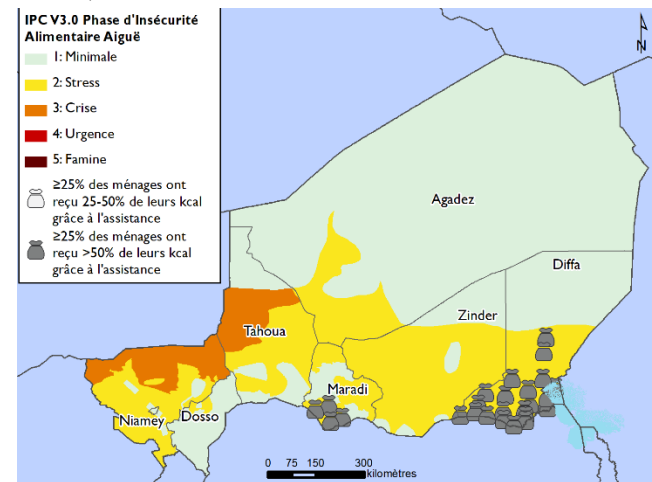
Événements possibles au cours des huit mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Zone affectée par les mesures du COVID 19 et les inondations	<ul style="list-style-type: none"> - Une recrudescence des attaques par les groupes armés occasionnant un afflux massif de déplacés ; - Une apparition de nouveaux variants entraînant conduisant à une troisième vague de contamination et un durcissement/rétablissement des mesures restrictives de lutte anti-COVID-19 ; - Une perturbation significative des circuits et des flux commerciaux notamment d'approvisionnement des marchés locaux engendrant une augmentation significative des prix des produits de consommation ; - Une diminution notable plus que prévue du volume et de la régularité des assistances humanitaires et mauvaise répartition dans le temps ; - Une perturbation socio-politique dans les pays d'accueil notamment au Nigeria qui engendrerait des transferts moins importants que prévus ; - Une ouverture de des frontières terrestres avec Nigeria et avec les autres pays avec pour corollaire une reprise des échanges commerciaux et une baisse notable des prix des produits alimentaires ; - Des inondations d'une plus grande ampleur que prévue sur le poivron et les autres cultures de rente entraînant une baisse drastique de la production plus que prévu ; - Une installation tardive de la campagne agricole qui prolongerait la période soudure et impacterait négativement les prévisions ; - Un arrêt précoce des pluies entraînant une baisse de production, une diminution de la disponibilité et une hausse prix aux dessus des prévisions ; - Une invasion acridienne débouchant à une baisse notable de la production agropastorale 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la production en saison sèche • Dysfonctionnement/fermeture des marchés, • Faible approvisionnement des marchés • Baisse significative du pouvoir d'achat • Baisse des flux commerciaux • Baisse des revenus de la migration.

RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE*

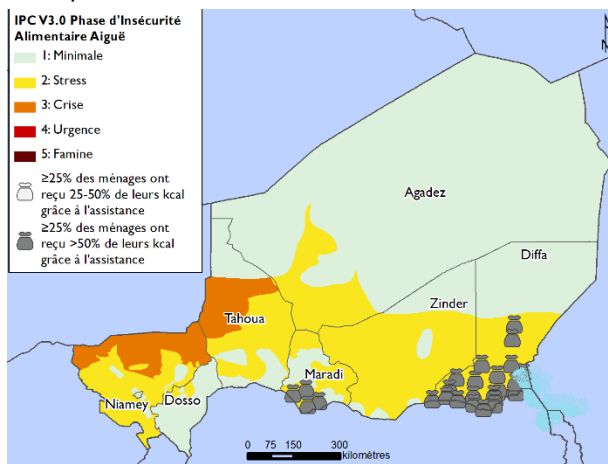
Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/devraient être fournis. Le symbole ☹️ indique qu'au moins 25 pour cent des ménages ont reçu en moyenne 25–50 pour cent de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Le symbole ☹️☹️ indique qu'au moins 25 pour cent des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 pour cent de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L'emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d'être rétrogradées d'au moins un échelon en l'absence d'aide humanitaire en cours ou programmée.

Actuel, juin 2021



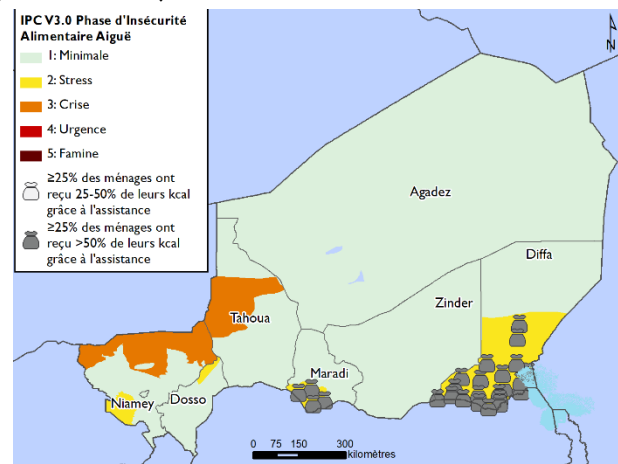
Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2021



Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2021 à janvier 2022



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).